

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 18/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL VOLAILLES DE KERVOASDOUE

KERIDRE
22540 Louargat

Références : GMLLM-2025-07-17-1
Code AIOT : 0052202360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2025 dans l'établissement SARL VOLAILLES DE KERVOASDOUE implanté KERVOASDOUE 22540 Louargat. L'inspection a été annoncée le 17/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan pluriannuel de contrôle 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL VOLAILLES DE KERVOASDOUE
- KERVOASDOUE 22540 Louargat
- Code AIOT : 0052202360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT est un élevage de volailles autorisé pour 55 000 emplacements.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Fuite dans le milieu
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations	Proposition de délais ⁽¹⁾
5	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	8 mois
7	Défense interne contre l'incendie (extincteurs)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	2 mois
8	Installations électriques et registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	1 mois
9	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4 et 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 1
2	Bordereaux de transfert d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
3	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2
4	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
6	Défense externe contre l'incendie (DECI)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les extincteurs sont à compléter et faire vérifier. Le plan des zones à risque est à réaliser. Une clôture est à réaliser pour protéger la tête de forage. Les déclarations d'émissions atmosphériques annuelles sont à réaliser sur GERE.

Remarque complémentaire : La réserve externe contre l'incendie est à faire référencer par le SDIS 22.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 1
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : RESPECT EFFECTIFS : 55 000 emplacements volailles RESPECT AZOTE : 9 909 uN / an
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bordereaux de transfert d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.
Constats : Les bordereaux contiennent les informations requises et sont bien cosignés. Les quantités d'azote exportées correspondent au plan d'épandage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricoles située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : Les DFA des deux dernières années culturales sont conformes. Les quantités d'azote exportées déclarées correspondent aux bordereaux de transfert.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Notification des changements du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. [...]
Constats : La gestion des effluents correspond au plan d'épandage connu de l'administration.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Emission d'ammoniac

Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.
Constats : Les déclarations GERE ne sont pas réalisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser les déclarations d'émissions atmosphériques sur GERE tous les ans. La prochaine déclaration sera à réaliser entre le 01/01/2026 et le 31/03/2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 6 : Défense externe contre l'incendie (DECI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. [...] Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : L'exploitant dispose d'une poche de 120m ³ mise en eau sur site. Elle n'a pas encore été référencée par le SDIS 22.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat (remarque) : Finaliser le référencement de la réserve incendie par le SDIS 22.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 7 : Défense interne contre l'incendie (extincteurs)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...] Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. [...]
Constats :

Le site dispose de deux extincteurs (un par bâtiment). Il s'agit de petits extincteurs ABC de 1 kg. L'extincteur contrôlé semblait avoir une partie plastique cassée en tête, et l'aiguille du manomètre indiquait une pression trop faible. Les extincteurs ne sont pas vérifiés périodiquement par un organisme extérieur. Il n'y a pas d'extincteur pour feux d'origine électrique.
<i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i> Installer au moins un extincteur pour feux d'origine électrique, près des tableaux électriques. Faire vérifier les extincteurs présents. Mettre en place une vérification périodique annuelle des extincteurs par un organisme compétent.
<i>Type de suites proposées :</i> Avec suites
<i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective
<i>Proposition de délais :</i> 2 mois

N° 8 : Installations électriques et registre des risques

<i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<i>Thème(s) :</i> Élevage, Sécurité – incendie
<i>Prescription contrôlée :</i> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques [...] sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques [...] et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<i>Constats :</i> L'exploitant a présenté une attestation de contrôle des installations électriques datée du 24/04/25, ainsi que les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents sur site. Le plan des zones à risques n'était pas présent.
<i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i> Réaliser un plan des zones à risque à inclure dans le registre des risques.
<i>Type de suites proposées :</i> Avec suites
<i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective
<i>Proposition de délais :</i> 1 mois

N° 9 : Forages

<i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4 et 5
<i>Thème(s) :</i> Élevage, Protection tête de forage
<i>Prescription contrôlée :</i> 3.3.4 - La protection de la tête Quelle que soit la destination de l'ouvrage, la protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire et doit empêcher les infiltrations. Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux. La protection de la tête du forage comprend une « dalle de propreté », en béton de 3 m2 minimum, centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente

<p>vers l'extérieur du forage.</p> <p>La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel.</p> <p>L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.</p> <p>5 - Occupation des sols - Protection de l'ouvrageEn complément de l'arrêté du 11/09/2003 modifié : une zone de 5 m x 5 m est établie autour de la buse. Elle est exempte de toute source de pollution. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La tête de forage est protégée par une dalle béton conforme, et est cadénassée. La tête de forage se trouve dans une parcelle cultivée (actuellement en maïs) : elle n'est pas protégée par une clôture de 5m x 5m.</p>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>Mettre en place une clôture de protection de 5m x 5m autour de la tête de forage.</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Avec suites</p>
<p><i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective</p>
<p><i>Proposition de délais :</i> 3 mois</p>